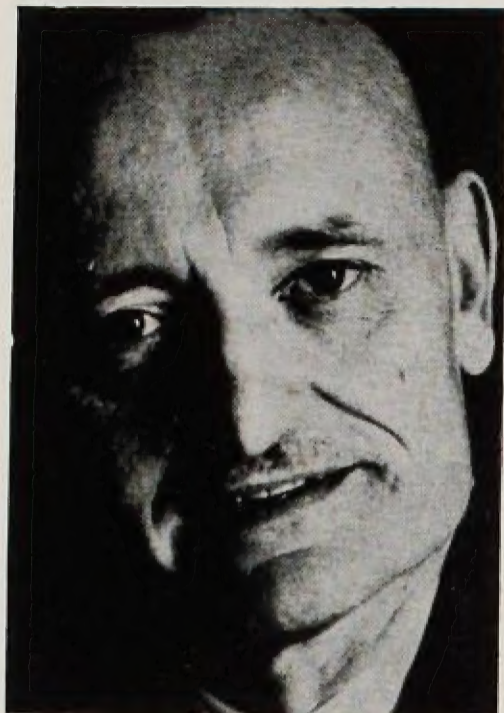


ELECTIONS LEGISLATIVES du 23 Juin 1968

8^e Circonscription
des Yvelines



Antoine de La PANOUSE
53 ans

Candidat républicain indépen-
dant pour le progrès et une
démocratie moderne
Agriculteur
Croix de Guerre
Officier du Mérite Agricole
Conseiller Municipal de
Thoiry
Conseiller Général des
Yvelines



Jean-Louis HADENGUE
42 ans

Suppléant éventuel
Docteur en Droit
Agrégé près le Tribunal de
Commerce de Versailles
Maire de Vieille-Eglise en
Yvelines

Electrices, électeurs,

CONSTRUIRE DANS LE DIALOGUE

Epris de liberté, je refuse que les candidats du Parti Communiste et de la Fédération de la Gauche, étroitement alliés comme l'a dit lui-même François Mitterand, imposent à la France le drapeau rouge et la démocratie populaire.

Homme d'action, je veux que notre région se développe en accord avec les élus locaux et les responsables syndicaux pour construire un avenir qui apportera le mieux vivre pour tous.

Travaillant toujours en équipe, je veillerai à ce que le dialogue, au sein de la majorité et avec l'opposition, devienne une réalité permanente, constructive et efficace.

Pratiquant la participation, je ferai en sorte, qu'à tous les échelons de la Nation, elle soit réfléchie et adaptée à chaque cas particulier.

APRÈS LA CRISE

Nous venons de connaître une crise très grave. Que faire pour que cela ne recommence pas ?

Il faut choisir entre deux conceptions de la majorité : une majorité d'inconditionnels ou une majorité de discussion.

Les Français ont été frappés par l'effondrement du pouvoir politique et administratif. Ils s'interrogent encore sur le danger qui les a menacés : sans le Président de la République, le pays aurait été livré soit à la démocratie populaire, soit à la guerre civile. Les responsables politiques de l'U.N.R. n'ont su empêcher que l'anarchie paralyse la vie du pays.

Seule une majorité ouverte au dialogue permanent pourra éviter que cette situation dramatique ne se renouvelle demain.

La majorité réelle du pays, c'est donc la réunion de tous les autres, sans exclusivité ni rancune. A cet élargissement de la majorité doit correspondre l'ouverture de la politique elle-même.

Mais quelle politique ?

UN PROGRAMME PRIORITAIRE

Il s'agit tout d'abord de résoudre les problèmes prioritaires :

- **le maintien de la constitution actuelle** dégagée d'un autoritarisme excessif du pouvoir afin que les décisions que doivent prendre le Gouvernement et l'Administration soient élaborées par tous les représentants de la Nation et tous les Français compétents,
- **la jeunesse et l'enseignement** : réformer les structures de l'Université en utilisant, notamment, les travaux conduits par certains étudiants, avec beaucoup plus de sérieux et de réalisme qu'on ne le croit,
- **la liberté de l'information**, et surtout l'indépendance de l'O.R.T.F.
- **l'amnistie totale** pour la réconciliation des Français, accompagnée de l'indemnisation des Rapatriés,
- **la politique économique**, c'est-à-dire :
 - faciliter le redémarrage de la production,
 - accorder des crédits spéciaux aux petites et moyennes entreprises,
 - donner des délais de paiement des impôts,
 - réduire temporairement les taux de cotisations sociales,
 - assurer des garanties à l'exportation,
 - lancer un grand emprunt d'Etat, redistribué à l'équipement et au logement social,
 - promouvoir la formation professionnelle spécialement pour les centres de F.P.A.,
 - laisser les importations industrielles libres et respecter les échéances du Marché Commun,
- **l'agriculture** : elle exige :
 - que des mesures énergiques soient prises au niveau des structures, des hommes et des produits, en faveur des agriculteurs,
 - que les prix des produits agricoles leur permettent de recevoir le revenu décent auquel ils ont droit,
- **l'Europe** : indépendance n'est pas isolement.
La France et ses voisines, sans exclure la Grande-Bretagne, peuvent animer une Europe qui doit être la 3^e force mondiale.

faites confiance à : Antoine de La PANOUSE
et à son suppléant éventuel : **Jean-Louis HADENGUE**

Candidats républicains Indépendants pour le progrès et une démocratie moderne

2 hommes qui ont choisi le drapeau tricolore

Document 1

Le 15 mai 1968, le journal *Le Monde* publie une page entière consacrée à la situation en France. Le titre principal est : « La France est-elle en état de choc ? ».

Le texte analyse les réactions de la population face aux événements récents. Il souligne l'impact des manifestations et les tensions sociales qui ont envahi le pays. Les auteurs s'interrogent sur la capacité de la société à surmonter ces difficultés.

Document 2

Ce document est une transcription d'un discours prononcé par un haut responsable de l'État. Il traite de la nécessité de maintenir l'ordre public et de garantir la liberté d'expression. Le locuteur appelle à la responsabilité de tous les citoyens.

Document 3

Il s'agit d'un extrait d'un débat parlementaire. Les députés discutent de la loi relative à l'enseignement supérieur. Des interventions successives expriment des points de vue divergents sur la réforme.

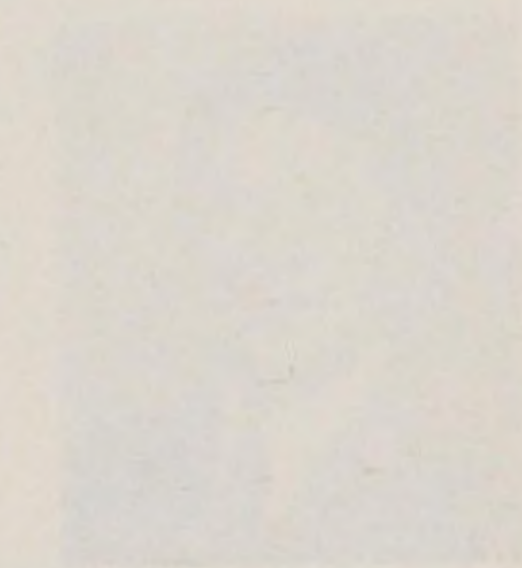
Le document continue le compte rendu du débat. On y voit des échanges plus vifs entre les orateurs, qui abordent des questions de fond sur le rôle de l'éducation nationale.

Enfin, ce document conclut le compte rendu du débat. Il mentionne la décision prise par l'Assemblée nationale et les perspectives futures de la loi.



Document 4

Ce document est une reproduction d'une page de presse. Elle contient des nouvelles et des articles relatifs à la situation politique de l'époque.



Document 5

Ce document est une reproduction d'une page de presse. Elle contient des nouvelles et des articles relatifs à la situation politique de l'époque.

Les documents ci-dessus sont des reproductions de documents originaux. Ils sont fournis à titre d'information et ne constituent pas une recommandation de la part de Sciences Po.